



La FHP-MCO, syndicat des cliniques et hôpitaux privés spécialisés en médecine, chirurgie et obstétrique (MCO) de la Fédération de l'hospitalisation privée, s'étonne de la **présentation tronquée des chiffres** de la **campagne tarifaire** mise en avant par la Fédération hospitalière de France (FHF, hôpitaux publics).

Dans un communiqué publié ce vendredi, la FHF, criant à l'injustice, affirme que les cliniques subiront une baisse tarifaire moins forte (-0,57%) que les hôpitaux publics (-1,71%).

Ce que la FHF omet de préciser est que l'**enveloppe MIGAC** (dotation budgétaire pour les missions d'intérêt général et aides à la contractualisation) va **croître cette année de 2,95%** par rapport à son montant pour 2012 (8,5 milliards d'euros), soit une **hausse de crédits d'environ 240 M€**.

Au final, les **hôpitaux publics** ne subiraient donc qu'une **ponction de -0,76%** et non de -1,71%, soit une **baisse de crédits** de seulement **305 M€** et non de 545 M€.

Par ailleurs, le bénéfice attendu par les cliniques du **Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi** (CICE) ne s'élèvera en **2013** qu'à **133 M€** nets, et non 500 millions d'euros, comme indiqué de façon erronée par la FHF.

A propos de la FHP-MCO

La FHP-MCO regroupe 580 cliniques et hôpitaux privés spécialisés en médecine, chirurgie, obstétrique (MCO) participant aux missions du service public de la santé. Acteur incontournable du paysage sanitaire français, l'hospitalisation privée MCO représente 27% de l'offre de soins nationale et 36% des hospitalisations. Les cliniques et hôpitaux privés accueillent chaque année 8,5 millions de patients pour une capacité de 66.000 lits et places, dont 2,2 millions de passages par an dans 132 services d'urgence. Le secteur privé MCO est le leader national en chirurgie (54% des actes réalisés) et le second en médecine (25% des séjours médicaux) et obstétrique (27% des naissances). Il réalise également 67% de la chirurgie ambulatoire, 32% des séances de chimiothérapie, 34% de la prise en charge de l'insuffisance rénale chronique. Environ 150.000 salariés (infirmières, sages-femmes, aides soignants et hôteliers) y travaillent, ainsi que 41.000 praticiens libéraux et salariés.